

A D R E S S E  
INDIVIDUELLE DES OFFICIERS  
MUNICIPAUX DE PARIS

Case  
FRC  
12712

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE,

*Relativement à la suspension provisoire du  
Maire et du Procureur de la Commune,  
prononcée par le Conseil-général du  
Département ;*

Lue le 7 Juillet 1792, l'an quatrième de la liberté :

PAR M. OSSELIN, Officier municipal, en pré-  
sence de ses Collègues.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

---

L É G I S L A T E U R S ,

Le Conseil-général du Département de Paris  
vient de suspendre provisoirement le Maire et le  
Procureur de la Commune de cette Ville.

*Administration. N°. 48.*

Les motifs de cette mesure violente sont consignés dans l'Arrêté qui la prononce ; ils sont tous puisés dans la conduite que la Municipalité a tenue à l'occasion de l'événement du 20 Juin : cette conduite a sauvé l'Empire. C'est au moment où la Patrie est en danger ; c'est au moment où , menacée par l'invasion visiblement concertée des ennemis du dehors , la Nation est prête à se lever toute-entière , pour apprendre à l'Univers que si les tyrans se sont dechaînés contre les peuples , la liberté sainte unit les peuples contre les tyrans ; c'est au moment où la division intérieure pourroit être le seul espoir du despotisme , la seule ressource des méchants , que le Département s'est rendu sourd aux acclamations de reconnaissance et de bénédictions qui retentissent dans la Capitale et dans toute la France , sur la prudente fermeté de la Municipalité. Dans cet instant de crise , le Département n'a pas craint de frapper de paralysie morale des Magistrats qui ont épargné le sang du peuple : disons mieux , le sang des pervers , dont le peuple se seroit fait peut-être une justice terrible , si la Municipalité eût écouté la voix des scélérats qui , de loin par prudence , agitoient les brandons de la guerre civile.

Si le Maire et le Procureur de la Commune sont coupables de n'avoir pas déployé le signe de mort sur la Capitale , nous sommes tous leurs com-



plices ; nous avons commis le même crime ; et nous venons solliciter l'honneur de partager leur punition.

Jugez-les , jugez-nous , Messieurs ! les pièces de ce procès sont sous vos yeux. La Capitale , tranquille et délivrée des craintes de la mort ; la France entière , qui va s'unir à vous par les saints nœuds de la Fédération , ne doit pas nous trouver dans un état de deuil et d'incertitude , mais dans une attitude digne des Fédérés français et de nous , qui sommes chargés de les recevoir.

OSSELIN , MOUCHET , PATRIS , THERRIN , LEFEBVRE , GROUVELLE , CHAMBON , GUIARD , MOLLARD , HÛ , THOMAS , BIDERMANN , BOUCHER , RAFFRON.



1871, pour avoir payé la dette de l'Etat.  
Le 15 Mars 1871, le Conseil d'Etat a  
décreté :

Le 15 Mars 1871, le Conseil d'Etat a  
décreté :  
Le 15 Mars 1871, le Conseil d'Etat a  
décreté :  
Le 15 Mars 1871, le Conseil d'Etat a  
décreté :  
Le 15 Mars 1871, le Conseil d'Etat a  
décreté :  
Le 15 Mars 1871, le Conseil d'Etat a  
décreté :  
Le 15 Mars 1871, le Conseil d'Etat a  
décreté :

Le 15 Mars 1871, le Conseil d'Etat a  
décreté :  
Le 15 Mars 1871, le Conseil d'Etat a  
décreté :  
Le 15 Mars 1871, le Conseil d'Etat a  
décreté :  
Le 15 Mars 1871, le Conseil d'Etat a  
décreté :  
Le 15 Mars 1871, le Conseil d'Etat a  
décreté :  
Le 15 Mars 1871, le Conseil d'Etat a  
décreté :

---

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE